

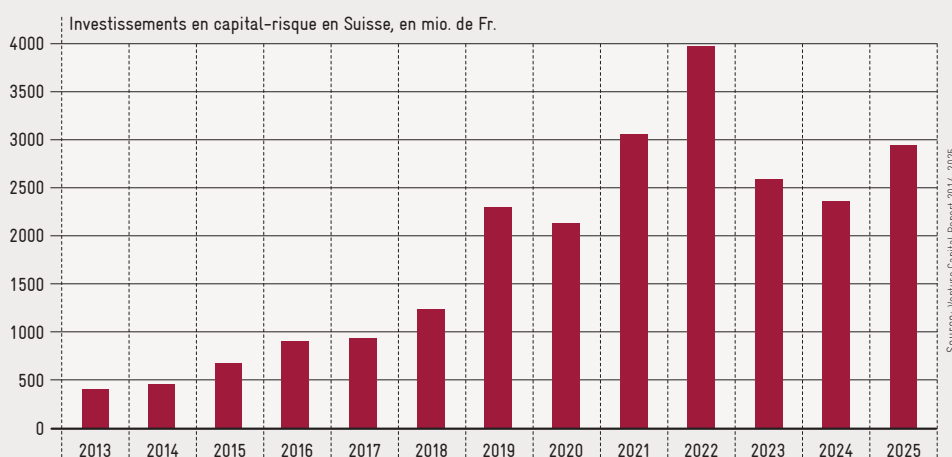
Un marché du capital-risque dynamique

Le financement des start-ups en Suisse connaît une évolution prometteuse, et ce sans soutien financier de l'Etat. Pour renforcer la capacité d'innovation, la Confédération devrait lever les obstacles existants.

Contexte

Depuis des années, la Suisse compte parmi les pays les plus innovants du monde et s'est imposée comme un lieu attractif pour les start-ups. Chaque année, environ 250 entreprises innovantes issues des hautes écoles et de l'économie privée voient le jour et attirent des investisseurs à la recherche de rendement. Sur le marché national, les jeunes entreprises orientées vers la croissance se heurtent parfois à des limites en matière de financement, surtout celles qui ont besoin de plusieurs dizaines de millions pour se développer. Les responsables politiques de différents partis y voient un problème et demandent que l'Etat devienne investisseur en capital-risque.

A long terme, tendance à la hausse du capital-risque



Depuis 2013, les investissements en capital-risque en Suisse ont été multipliés par plus de sept. Certes, le boom lié à la pandémie a été suivi d'une phase de correction, mais en 2025, le volume des investissements se situait à nouveau environ 30 % au-dessus du niveau de 2019.

Faits

9 ans

Le marché suisse du capital-risque est encore jeune. Les sociétés de capital-risque n'y sont présentes en moyenne que depuis 9 ans, contre 14 ans en Europe et 27 ans aux Etats-Unis.

■ Dans la moyenne supérieure

Les investissements en capital-risque correspondent à 0,3 % de la performance économique. Le pays se situe ainsi légèrement au-dessus de la moyenne d'Europe continentale, malgré la faible participation d'investisseurs institutionnels nationaux comme les caisses de pension.

■ Investisseurs mondiaux comme atout

Les trois quarts du capital-risque investi en Suisse proviennent de l'étranger. Cela reflète un écosystème de start-ups attractif et apporte à la place économique locale, en plus du capital, un savoir-faire indispensable et des réseaux internationaux.

■ Peu de délocalisations

Les start-ups suisses à la recherche de capitaux tournent rarement le dos à la Suisse. Seule une start-up sur 20 environ transfère son siège social à l'étranger, soit moins que dans d'autres pôles majeurs de capital-risque.

■ L'utilité discutable des fonds publics

En Europe, les investissements publics en capital-risque ont été multipliés par six depuis 2007. Pourtant, le niveau d'investissement n'est pas plus élevé aujourd'hui qu'en Suisse. Les fonds publics obtiennent souvent de moins bons résultats et évincent les investissements privés.

Recommandations

Au lieu d'endosser le rôle d'investisseur en capital-risque, l'Etat devrait améliorer les conditions-cadres pour l'innovation. Les réformes du marché du capital et du marché du travail sont prioritaires : **suppression du droit d'émission** sur capital propre, **introduction de visas pour les start-ups**, **accès facilité au marché du travail pour**

les personnes hautement qualifiées issues de pays tiers, **assouplissement des modèles de travail** et **saisie simplifiée du temps de travail**. Une **base de connaissances solide** reste centrale pour la capacité d'innovation du pays : les fonds publics devraient continuer à être alloués de manière ciblée à la **recherche fondamentale**, notamment dans les domaines des Mint* et des sciences de la vie.

